

À l'ombre de deux immenses arbres, la militante Michelle Hoogesteger se réjouit de l'implication des grands-mères aborigènes: *“Cela permet aux communautés de prendre confiance en elles. Avant, il n'y avait que peur et honte. Il y a cette idée que si vous demandez haut et fort vos droits, vous ne reverrez plus jamais vos enfants.”* L'activiste reconnaît tout de même: *“Évidemment, on ne peut pas promettre à ces femmes qu'elles ne seront pas ciblées par le système. Mais jusqu'à maintenant, là où on a fait pression, les enfants sont rentrés à la maison.”* Elle soupire: *“Tout cela conduit au final à augmenter le taux de suicide et d'emprisonnement chez les adolescents aborigènes. C'est un génocide en cours.”* La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide détaille en effet plusieurs conditions pour reconnaître un génocide, parmi lesquelles “le transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe”.

“Avant, on regardait, assises et impuissantes, nos enfants être pris loin de nous. On ne savait pas quoi faire... Aujourd'hui nous sommes unies et j'en suis très fière!”

“UNE RÉALITÉ QUI TOUCHE TOUT LE PAYS”

Pendant trois jours, les grands-mères tentent de définir des stratégies locales et nationales, telles que le lancement d'une pétition⁴. Au milieu des désaccords, des exaspérations et des désespoirs, un jeune chercheur de l'Université de technologie de Sydney recadre les débats, rassure et aide comme il peut. Paddy Gibson, dit “Paddy”, consacre une grande partie de son temps libre à ce combat. *“Ce sont des grands-mères de Brisbane qui ont lancé le mouvement mais aujourd'hui le collectif réunit des groupes de l'Australie-Occidentale, de Nouvelle-Galles du Sud, du Territoire du Nord, etc. Parce que c'est une réalité qui touche tout le pays.”*

Le jeune homme insiste sur les discriminations dont les Aborigènes sont victimes. *“En Australie, on blâme ces gens car ils sont pauvres. Au lieu de soutenir et respecter ces familles élargies qui veulent aider les enfants de leurs communautés, les Australiens ne s'y intéressent pas.”* Chez les Aborigènes, il n'est pas rare qu'un enfant soit éduqué par son oncle, sa tante, ses grands-parents. *“Notre problème, c'est qu'il y a encore une forte mentalité assimilatrice en Australie. En fait, les Australiens continuent de penser que les Aborigènes sont dysfonctionnels*

et qu'il faut sauver leurs enfants. J'ai travaillé sur des cas où les enfants ont été envoyés à 2.000 kilomètres de leurs parents!”, s'indigne Paddy Gibson.

Certaines grands-mères ont traversé le continent pour être présentes à Canberra. Heather Samson et Dawn Oates sont originaires de Jigalong, une communauté située en Australie-Occidentale, à 4.500 kilomètres de la capitale. Il y a deux ans, Dawn a eu un petit-fils placé dans une famille blanche à quatre heures de route de chez elle. Une période extrêmement dure pour elle et sa famille. *“Aujourd'hui, il est de retour et la vie aussi”*, sourit-elle. Heather, elle, se revoit très bien courir étant enfant dès que les services sociaux débarquaient au village. Elle rigole: *“On savait courir et effacer nos traces derrière nous pour ne pas être attrapés.”* La grand-mère est très heureuse du combat mené par ses sœurs aborigènes: *“Avant, on regardait, assises et impuissantes, nos enfants être pris loin de nous. On ne savait pas quoi faire... Aujourd'hui nous sommes unies et j'en suis très fière!”*

John Wilmot, un pasteur baptiste indépendant, a accompagné Heather et Dawn depuis Jigalong. Là-bas, il a réussi à organiser des réunions entre les “elders” (les sages de la communauté) et les services sociaux. *“Il faut que les services de l'État comprennent que dans les communautés aborigènes, chaque enfant est l'enfant de tous. Depuis trois, quatre ans, les grands-mères de Jigalong sont très actives. Elles veulent juste être entendues avant le retrait des enfants. Vous savez, certains bébés sont enlevés à leurs parents seulement quelques heures après la naissance...”*

DES RETRAITS QUI RESSEMBLENT À DES RAPTS

Une fois les enfants retirés aux parents, vient le temps des auditions où ces derniers peuvent apporter les preuves de leur bonne foi. Paddy Gibson assure: *“Il y a très peu d'avocats disponibles pour les Aborigènes, surtout dans les communautés les plus reculées.”* Hazel Collins renchérit: *“N'importe qui peut envoyer une plainte aux services sociaux et ils viennent prendre nos bébés. Ça peut être un voisin jaloux. Le problème c'est que l'État ne cherche pas de preuves.”* Le jeune chercheur confirme: *“Les enfants peuvent être enlevés à leurs parents sur de simples allégations de maltraitance. Il n'y a aucune vérification. Parfois, les services sociaux travaillent avec les familles. Mais souvent il n'y a aucun avertissement.”*

Hazel Collins n'est pas prête à arrêter son travail de sensibilisation. *“On peut faire taire une personne mais on ne peut pas nous faire taire si nous sommes unies. Je parle, je n'ai pas honte. Je parle pour nos enfants qui n'ont pas de voix. C'est leur droit naturel de connaître leur culture.*